

Table des matières

De « nombreux chocs » pétroliers à venir, selon le secrétaire d'Etat à l'énergie britannique.....	1
Iran-Irak : poker menteur sur les réserves de brut ?.....	3
La réaction en chaîne du pétrole et autres affinités.....	5
Un maintien de la production de pétrole, volontaire ou non?.....	7
Le gouvernement néo-zélandais édite un rapport sur le pic pétrolier.....	8

05 octobre 2010

De « nombreux chocs » pétroliers à venir, selon le secrétaire d'Etat à l'énergie britannique

Jean-Louis Borloo et Chantal Jouanno, ils en pensent quoi ? Demandez à Eric Zemmour... (VIDEO)



Jean-Louis Borloo et son homologue britannique, Chris Huhne [Reuters].

Chris Huhne, le secrétaire d'Etat britannique à l'énergie et au changement climatique, a demandé à son administration d'étudier l'impact de plausibles et « nombreux » chocs pétroliers futurs.

Chris Huhne, membre du gouvernement de David Cameron, s'exprimait en marge d'une conférence du parti Libéral Démocrate, dont il est membre. [The Daily Telegraph](#) (21/9, oui je sais, j'ai un brin tardé) rapporte les propos de M. Huhne :

« Nous allons avoir un monde dans lequel il y aura de nombreux chocs. Nous pourrions bien avoir un doublement des prix du pétrole, qui atteindraient des niveaux similaires à ceux que nous avons dans les années 70. » (*)

Le secrétaire d'Etat britannique précise : **« J'ai demandé qu'une étude soit menée par le département de l'énergie, pour voir quel pourrait être l'impact sur les entreprises britanniques. »**

Le hic, c'est que l'administration que dirige M. Huhne refuse pour l'instant de rendre publiques les études et les consultations qu'elle a déjà conduit sur la question, comme l'a montré fin août une enquête du [Guardian](#) (voir [le post sur \[oil man\]](#)).

[Les habitués de ce blog savent que la Grande-Bretagne est à la pointe du débat sur l'éventualité d'un choc pétrolier imminent. L'ex-principal conseiller scientifique de Tony Blair et de Gordon Brown [affirme que 30 % des réserves officielles de pétrole sont fictives](#). Un rapport publié en juin par la Lloyd's et Chatham House (deux très augustes institutions londoniennes) [s'alarme d'un déclin des extractions mondiales « probable à court ou moyen terme »](#). Un groupe d'industriels conduit par le médiatique fondateur du groupe Virgin, Richard Branson, a débattu du 'peak oil' avec le prédécesseur de M. Huhne, Lord Hust, juste avant son départ. [Rien n'a filtré de ce débat](#). Pragmatique, le *Daily Telegraph* explique [comment s'enrichir](#) grâce à la future hausse des prix du brut envisagée par Chris Huhne.]

Et en France ? Quel est le point de vue de l'homologue de Chris Huhne : **Jean-Louis Borloo**, ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, et premier-ministrable putatif ?

Mystère.

Par contre on sait que **Chantal Jouanno**, secrétaire d'Etat chargée de l'écologie, a une opinion — pessimiste — sur la question du 'peak oil' (le '[pic pétrolier](#)' en français).

Chantal Jouanno a déclaré le 9 janvier 2010 sur le plateau de l'émission « On est pas couchés », sur France

2

« Le pic de pétrole c'est d'ici même pas 10 ans, le gaz c'est pareil et le charbon c'est 20 à 30 ans

maximum » .

Chantal Jouanno répondait à une question du journaliste Eric Zemmour sur l'échec de la conférence sur le changement climatique à Copenhague.

En entendant mentionné le pic pétrolier, Eric Zemmour opine doctement. Il omet pourtant de relancer la secrétaire d'Etat.

Domage. Car cette phrase lâchée par Chantal Jouanno reste à ce jour la seule et unique déclaration connue d'un membre du gouvernement Fillon à propos de ce péril majeur.

(*) NB. En dollars constants (c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation), le prix actuel du baril est **déjà** à un niveau comparable aux records des années 70.

Iran-Irak : poker menteur sur les réserves de brut ?

En une semaine, les deux vieux ennemis ont annoncé des augmentations massives de leurs réserves de brut. Sans qu'on voie pour l'instant ce qui légitime de telles hausses...

L'Irak a fait état lundi 4 octobre d'une très forte augmentation de ses réserves de brut dites "prouvées". Le ministre du pétrole irakien, Hussein Chahristani, a affirmé que son pays disposait de réserves exploitables de 143,1 milliards de barils. Un chiffre supérieur de 25 % aux estimations précédentes.

Au passage, cette réévaluation a permis à l'Irak de ravir à son voisin iranien le troisième rang parmi les détenteurs des plus vastes réserves de pétrole de la planète (derrière l'Arabie Saoudite et le Venezuela). Très provisoirement.

Nouveau coup de théâtre une semaine plus tard. A Téhéran, le lundi 11, le ministre du pétrole iranien, Massoud Mirkazemi, annonce lors d'une conférence de presse que l'Iran dispose de réserves s'élevant à 150,31 milliards de barils, contre 138 milliards précédemment.

Du coup, l'Iran repasse devant l'Irak. Le ministre iranien précise que ce chiffre pourrait encore être relevé très bientôt, rapporte l'agence [Reuters](#).

Ce qui ressemble "presque à de la surenchère" (selon l'euphémisme de l'expert de référence Amrita Sen) intervient alors que doit se tenir jeudi 14 une réunion de l'Opep, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole.



[DR Boulder Daily Camera]

Les quotas de production de l'Opep prennent en compte le montant des réserves de pétrole de ses pays membres : plus on déclare de réserves, plus on a le droit de produire de pétrole. Le pétrogéologue Jean Laherrère, ancien patron des techniques d'extraction du groupe Total et co-fondateur de l'[ASPO](#), l'Association pour l'étude du 'peak oil', réagit pour [oil man] aux hausses annoncées par l'Irak et l'Iran : "Il est évident que les réserves des pays de l'Opep sont entièrement politiques, car les quotas sont basés sur les réserves déclarées. Le but est de produire au maximum. On triche donc sur le montant des réserves."

Quel crédit accorder aux augmentations aussi spectaculaires et qu'inattendues annoncées par l'Irak puis pas l'Iran ?

Citée par l'[AFP](#), la fondatrice du site spécialisé [IraqOilForum.com](#), Rouba Housari, déclare que l'annonce du gouvernement irakien "est une surprise car peu d'activités ont été conduites pour la justifier". Cette annonce devrait soulever des questions au sein de l'Opep "quant à la méthodologie employée pour confirmer les nouvelles réserves", note cette experte.

Qui sait ? Bagdad et Téhéran présenteront peut-être les preuves géologiques et techniques expliquant leurs augmentations. Il s'agirait alors d'une première.

D'abord une évidence : malgré leur importance cruciale pour l'économie mondiale, il n'y aura jamais d'audit extérieur sur l'état des réserves de pays membres du cartel l'Opep (pas plus d'ailleurs que sur les réserves annoncées par les grandes compagnies internationales). Retournons 25 ans en arrière. En 1985, les pays de l'Opep décident pour la première fois d'indexer leurs quotas de production sur le montant des réserves qu'ils déclarent. On est alors en plein contre-choc pétrolier : les prix du baril sont bas, et les pays producteurs ont soif de

cash. Notamment l'Iran et l'Irak, [en guerre](#) à l'époque.

Résultat : entre 1985 et la première guerre du Golfe, en 1991, les principaux pays de l'Opep ont presque doublé en moyenne le montant de leurs réserves.

De 1987 à 1988, l'Iran est passé de 49 Gb à 93 Gb (+ 90 %). La même année, l'Irak a doublé le montant de ses propres réserves. Puis au cours des 8 années suivantes, Saddam Hussein a déclaré que son pays disposait de 100,0 milliards de barils. Tout ronds.

Le total des hausses déclarées à l'époque par les principaux membres de l'Opep s'élève à près de 300 milliards de barils (Gb), soit plus que les réserves aujourd'hui revendiquées par l'Arabie Saoudite (264 Gb).

Sadad Al-Husseini, ex n°2 de l'Aramco, la compagnie pétrolière saoudienne, déclarait en 2007 que ces 300 Gb de réserves supplémentaires étaient "exagérées", précisant qu'il s'agissait de réserves "spéculatives" ayant peu de chances d'être un jour produites. **Cette "exagération" pourrait ne pas être sans conséquences.** Dans un [entretien](#) qu'il m'avait accordé pour le site du *Monde*, l'ancien vice-président de l'Aramco soulignait que contrairement à la plupart des pronostics officiels, les extractions mondiales ne pourront plus augmenter, et qu'elles s'appêtent même à décliner fortement.

Je n'ai encore jamais rencontré un expert pétrolier qui considère que les hausses énormes annoncées par les principaux pays de l'Opep à partir de 1985 étaient légitimes. **Le président de l'Institut français du pétrole, Olivier Appert, sourit avec l'air entendu de quelqu'un qui évoque un secret de Polichinelle, lorsqu'il explique qu'« aucune découverte significative ne permet d'expliquer » ces augmentations.**

[Petit bonus (je comptais y revenir dans un papier spécifique sur l'Iran, mais vous savez ce que c'est, il y a toujours trop à dire) : étrangement, le ministre irakien du pétrole a cru nécessaire de préciser que l'augmentation qu'il a annoncée la semaine dernière ne prenait pas en compte la région autonome du Kurdistan. Or il se trouve que le Kurdistan irakien est [lourdement soupçonné](#) de laisser passer du pétrole en contrebande vers l'Iran, au moment où Téhéran est visé par un embargo commercial partiel décidé par la communauté internationale pour sanctionner sa politique nucléaire.]

La réaction en chaîne du pétrole et autres affinités

[Le secteur pétrolier a besoin de trouver 27 000 milliards de dollars](#) (1) au cours des 20 prochaines années pour financer la recherche de nouveaux gisements.

Soit, mais aujourd'hui nous avons d'autres informations qui ne vont pas dans le même sens. Par exemple, il ne se passe pas trois jours sans qu'un article (2) ne fasse état de la préoccupation de la presse sur le maillon le plus faible des pays endettés de la zone euro: l'Irlande (faisant partie des PIGS avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal).

Et la [santé du secteur bancaire](#) n'est quand à elle pas purgée de toute hypothèque. Ce n'est pas le krach test européen 2010 qui assainira la situation, même s'il a restauré une certaine confiance aux marchés par plus de transparence sur les chiffres.

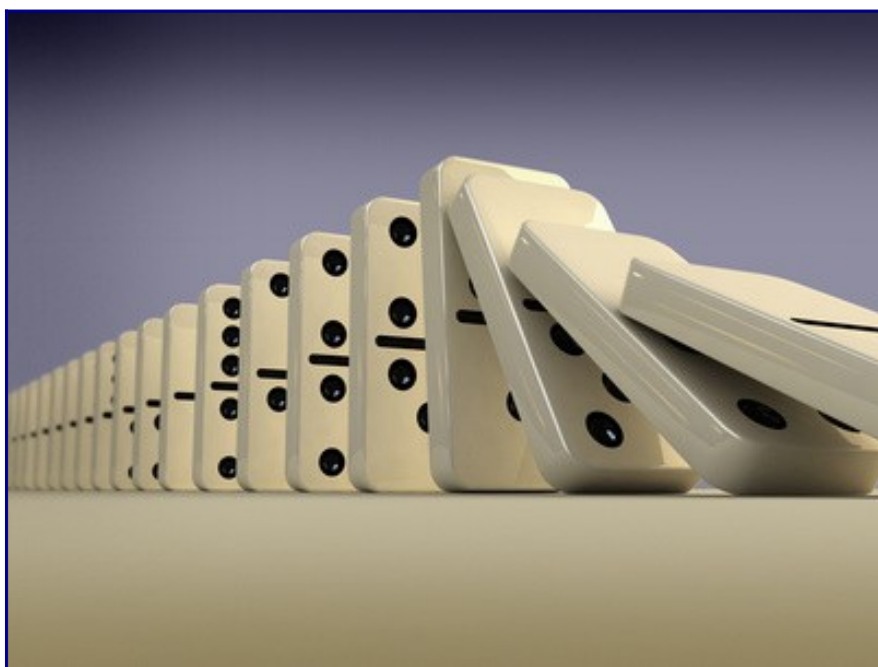
En face de cela, nous avons la déclaration de Jean-François Hénin qui déclarait il y a quelques mois dans une récente interview au journal La Tribune que, la "[quasi-totalité des acteurs du système bancaire du secteur pétrolier ont disparu](#)".

Tout ceci laisse songeur quand on repense à l'article d'anthologie publié dans la revue Scientific American de mars 1998 et qui prophétisait *la fin du pétrole bon marché* co-écrit par Colin Campbell et Jean Laherrère,

Car 10 ans plus tard, s'ajoutait la crise financière de 2008 qui a révélé au monde que les 50 000 milliards du PIB mondial était bien peu de choses en face des 350 000 milliards de produits dérivés, et que le terrain de jeu préféré des banquiers constituait une formidable pyramide de Ponzi qui pouvait s'écrouler comme un château de cartes.

En l'espèce le fait déclencheur de la crise a été précisément la faillite de Lehman Brothers, qui faisait suite à la crise des subprimes d'août 2007, et la crise de liquidités du marché interbancaire.

A la fin de la même année, Fatih Birol le directeur des affaires économiques de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) déclarait lors d'une interview historique qu'un [plateau de production de pétrole interviendrait en 2020](#), suivi d'un déclin de 6,7 %. Nous savons aujourd'hui (voir "[Genèse crise pétrolière](#)") que c'est beaucoup plus tôt.



Nous avons donc tous les éléments **d'une réaction en chaîne** du plus bel effet, en lieu et place d'un simple [pic pétrolier](#) (plafond historique de production) avec le problème de l'offre et de la demande et la fin du pétrole bon marché, s'ajoute désormais l'endettement de certains états susceptibles à eux seuls d'entraîner le système financier mondial dans une crise systémique, la fragilité d'un secteur bancaire qui ne veut plus financer les pétroliers, et qui n'aura vraisemblablement plus le temps d'assainir sa situation. Car la faible marge de [capacité excédentaire de production](#) qui concernait l'Arabie Saoudite n'existe plus.

Nous sommes coincés entre le [besoin d'investissement](#) dont parlaient déjà Nabuo Tanaka, le directeur général de l'AIE en mars 2009, avec [Ali Naimi le ministre saoudien du pétrole](#) au même moment, et les déclarations de Fatih Birol qui, commentant le rapport 2009 de l'agence rappelait que le monde a besoin de découvrir [l'équivalent de quatre Arabie Saoudite](#) avant 2030. Ce qui est évidemment une manière de dire que nous sommes dans une impasse.

Il faut donc prendre toutes ces informations, les additionner, éventuellement secouer le tout, faire 2 + 2 pour avoir une

réaction en chaîne, plus explosive que la seule crise du pétrole.

La question qui reste posée est: quelle va être le premier secteur à tomber et qui va entraîner les autres?

Un oligarque russe avait dit un jour:” Le domino maître est le pétrole, s’il tombe, tous les autres le suivent dans sa chute”.

(1) L’AIE dans son rapport 2008 citait le chiffre de 26 000 milliards de dollars

(2) Virginie Malingre, “*L’économie de l’Irlande rechute sur fond de purge budgétaire prolongée*”, Le Monde du 25 septembre p 8

Un maintien de la production de pétrole, volontaire ou non?

L'Organisation des pays exportateurs de [pétrole](#) (OPEP) a décidé de maintenir ses quotas de production inchangés à l'occasion de la réunion tenue le 14/10 à Vienne.

La vraie question est: le maintien est-il volontaire ou sont-ils incapables d'augmenter la production ?

L'organisation (1) compte essentiellement sur une augmentation de la production de l'Irak de l'ordre de 600 000 barils/j, tandis que l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit une hausse de la demande pour la période 2010-2011 à 300 000 barils/j.

Un silence pudique entourant le déclin des champs vieillissants, la réelle augmentation est donc dans l'épaisseur du trait.

Mais pour mieux lire entre les lignes et décoder le métalangage pétrolier, il est nécessaire de revenir en arrière et de faire un résumé des épisodes précédents

(l'histoire du pétrole est une saga, le [pic pétrolier](#) est son aggiornamento).

- Si Ali Naimi, le ministre saoudien du pétrole a aujourd'hui estimé à l'occasion de la réunion que la situation était bien équilibrée, tant du côté des producteurs que des consommateurs. Le ton était très différent en mars 2009, quand il déclarait à corps et à cris « Il est nécessaire d'agir maintenant pour assurer l'approvisionnement énergétique du monde, sinon, nous allons vers une [crise catastrophique](#) »
- Un peu plus tôt, le 21/2 c'est l'AIE qui s'inquiétait d'une [baisse des investissements](#).
- Plus près de nous, c'est Jean-François Hénin qui affirmait que "La quasi-totalité des acteurs bancaires ont [disparu de l'exploration pétrolière](#)"

<http://www.dailymotion.com/videoxf7k0o>

On peut aussi relever d'autres points:

- Sur la vidéo, le président de la compagnie Lybienne, Choukri Ghanem, "aimerait voir les prix plus élevés" du fait de l'augmentation de certains produits. Une telle déclaration est bien pratique, car elle peut dans le futur, justifier une augmentation des prix, sans qu'il soit nécessaire de parler de difficultés de production.
- La présidence sera désormais tenu par l'Iran (pour combien de temps?) qui est comme chacun le sait dirigé par un président grand ami des occidentaux. La dernière fois que la présidence était dévolue à l'Iran, c'était en 1974, soit le lendemain du premier choc pétrolier, ce qui n'est pas un souvenir à proprement parler réjouissant.
- L'Irak (2) venait quelques jours avant d'augmenter fort opportunément ses réserves de pétrole, à 143,1 milliards de barils, alors que l'annonce n'est entouré d'aucune découverte, ce qui rappelle la manip [des réserves bidonnées](#) des années 80.

A suivre

(1) Emmanuel Grasland, "*Pétrole: l'OPEP va maintenir ses quotas de production*", Les Echos, 14/10/2010

(2) Emmanuel Grasland, "*L'Irak se hisse dans le trio de tête des géants du pétrole*", Les Echos, 5/10/2010

Le gouvernement néo-zélandais édite un rapport sur le pic pétrolier

Le parlement néo-zélandais vient de publier [un rapport intitulé “Le prochain choc pétrolier?”](#).

[Le document](#) pointe notamment des éléments très significatifs sur l’avenir pétrolier à cinq ans, ne faisant que confirmer une fois de plus, tout ce qui a déjà été dit.

Le [pétrole](#) est qualifié de “Pierre angulaire de la civilisation moderne” et examine à court-terme, pour les cinq prochaines années, les perspectives d’approvisionnement, et les conséquences économiques d’une hausse des cours.

Nous n’en sommes plus à des considérations du type “il reste 40 ans de réserves”, même si l’étude évoque le fait qu’il reste des réserves pour des dizaines d’années.

Le problème étant que ce sont *les réserves qui permettent de produire du pétrole à faible coût qui s’épuisent rapidement. Ce qui oblige les compagnies à se tourner vers des sources plus onéreuses.*

L’étude est très claire sur l’avenir à court-terme de la production pétrolière

- La production de pétrole n’augmentera pas au cours des cinq prochaines années alors que la demande continuera d’augmenter.
- La capacité de production excédentaire disparaîtra (ce que nous avons toujours connu Ndr). Il en résultera une crise de l’approvisionnement, avec de brusques augmentations, des “pointes” (voir [scénario de transition-énergie](#)) des cours.
- Les prix élevés peuvent provoquer des récessions mondiales.
- L’Agence Internationale de l’Energie (AIE) et [l’armée américaine ont prévenu qu’une crise énergétique](#) est susceptible de survenir peu après 2012 en raison d’une demande croissante et d’une capacité de production insuffisante.

Mais la question qui reste posée en lisant ce rapport est de savoir si l’information de juillet 2010 concernant le fait que [l’Arabie Saoudite arrête désormais toute exploration](#) a été prise en compte.

On ne peut néanmoins que saluer l’attitude du gouvernement néo-zélandais à jouer la carte de la transparence, à contrario des gouvernements [allemand](#) et [britannique](#).

Le pays se sait vulnérable à une telle situation, autant pour les exportations, que pour le tourisme, l’industrie du bois, ou les produits laitiers

Il a donc fait le choix de mettre les cartes sur la table. Dans la mesure où c’est peut-être le premier pays à prendre ce type de décision, il sera très intéressant de voir les conséquences au niveau de la gestion de la crise prochaine avec la population.